

Dans la région, l'activité commerciale prend de plus en plus la forme de coentreprises, d'investissements conjoints et d'un partage des connaissances technologiques; en outre, les compétences complémentaires et l'avantage comparatif sont mis à contribution. Des firmes canadiennes participent activement à un certain nombre d'entreprises coopératives dans cette partie du monde. Ainsi, Combustion Engineering collabore avec Marubeni à la construction d'une importante centrale électrique en Thaïlande; Alcan a conclu des accords d'investissements réciproques avec Nippon Light Metal; et Canada Wire and Cable fabrique, conjointement avec Tolley Industries, des câbles, des transformateurs et des appareils de commutation en Nouvelle-Zélande. Cette collaboration est une façon lucide d'assumer notre interdépendance.

L'interdépendance est le véhicule du changement social et du développement économique. La région du Pacifique est aujourd'hui le théâtre de certains des changements les plus radicaux jamais apportés à des structures économiques. Impatient de goûter à l'avenir, le Japon entre hardiment dans l'ère des industries de haute technicité comme la robotique, l'informatique, les nouveaux approvisionnements industriels, la biotechnologie et l'aérospatiale. Les pays en développement progressent à pas de géant et font de nouveaux investissements majeurs dans les secteurs de l'acier, de la construction navale, de l'automobile et de l'électronique grand public.

Nous sommes tous aux prises avec les réalités de la concurrence internationale sur nos propres marchés. A cet égard, tous les gouvernements doivent être conscients du fait qu'en protégeant des industries non concurrentielles ou en tentant de donner un avantage artificiel à leurs propres entreprises, ils portent atteinte aux systèmes commerciaux et financiers internationaux, dont nous dépendons tous.

En agissant ainsi, nous sapons également notre propre compétitivité. Aussi, les gouvernements ne peuvent se contenter d'un rôle défensif. Nous devons faire en sorte que nos économies soient prêtes au changement et adopter des politiques visant à faciliter l'ajustement, plutôt qu'à l'entraver. Les gouvernements doivent également coopérer au niveau international en vue de favoriser l'ajustement et le développement économiques, ainsi que la libéralisation des échanges.